



La Commune



Crise sociale et crise du pouvoir

L'édito
de

La Commune

Au printemps dernier, la lutte de classes a brusquement fait irruption dans l'arène politique. La loi El Khomri qui a cristallisé la colère de la population laborieuse a finalement été adoptée (publiée au Journal officiel, le 08-08-2016). Mais à quel prix ? Au prix de la dislocation du pouvoir en place. Au prix de l'explosion de la majorité parlementaire, du 49-3, d'un Parti socialiste en proie à la liquidation, d'une droite en proie à la dislocation. Et, tout s'enchaîne :

Le premier ministre est isolé au sein de son propre gouvernement. Macron, tel un rat, quitte le navire. Enchevêtrement de la crise économique et de la crise politique. « **La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir** » écrivait Léon Trotsky en 1934, à propos de la France. Nous y sommes.

Déjà Laurent Berger, le chef de la CFDT, mais simple relai du MEDEF, est avide : « *Je demande au gouvernement de sortir les décrets* » d'application de la loi travail. Son impatience trahit son angoisse. Il sait qu'il ne suffit pas de promulguer une loi, encore faut-il l'appliquer !

Surviennent les déclarations de Mailly, relayées par *Les Echos* : « *Le combat va se mener autrement avec des actions juridiques* ». Ah bon ? Tout salarié se dira « mais pourquoi ne pas avoir commencé par-là ? » Ces actions ne sauraient emporter le corps et l'esprit de cette loi. Mailly s'est limé les dents : « *La loi Travail sera le chewing-gum qui restera collé sur les baskets du gouvernement* ». dit-il en mâchant ses mots. Selon Mailly, la priorité de FO, c'est « *l'élection dans les TPE* ». Pendant que Martinez nous fait miroiter... les 32 heures. Après avoir fait miroiter durant tout l'été la journée du 15 septembre. Une journée d'action de plus à cocher dans le calendrier, pour l'abrogation de la loi El Khomri... 6 jours après une journée réservée aux enseignants. Tandis que se multiplient les actions de grève dans les hôpitaux. Tandis que se poursuit l'avalanche des coups les plus durs :

SFR : 5 000 suppressions d'emplois, *Alstom* : fermeture des ateliers historiques de Belfort, 400 suppressions d'emplois, *Noyon* : 240 licenciements, *Phillips* : fermeture de l'usine de Lamotte-Beuvron, 89 suppressions de postes, à Miribel suppressions de 142 postes sur 260, *HSBC* : 500 suppressions de postes, *Intel* Toulouse : 750 emplois supprimés, *Hitachi* : 170 suppressions de postes, *Alcatel-Lucent* : 356 emplois détruits, *Société Générale* : 125 suppressions de postes, *Servier* : 603 suppressions d'emplois, *IBM* : 360 suppressions d'emplois.

Voilà ce que taisait la vaste campagne islamophobe-raciste du gouvernement et des médias, tout l'été durant, au nom d'une « laïcité » de civilisation chrétienne et de race blanche ! Faits-diversions à la clé. Laquelle campagne s'est finalement retournée contre le croisé Valls. Tout ce beau monde écope : 88% des personnes interrogées ne veulent pas que Hollande se représente. Mais, il veut se représenter. Sarkozy rattrapé par l'affaire *Bygmalion*. Cahuzac, devant le tribunal qui tente de se défausser sur un cadavre. Les quolibets entre prétendants du « parti » *Les Républicains*, qui n'est plus que l'ombre de l'*UMP*. Le *PCF* qui se fracture sur la candidature Mélenchon, dans une situation cornélienne. Les « frondeurs » qui multiplient les « prétendants » pour respirer un air électoral. Montebourg qui parle d'une « *offre politique à gauche* » croyant qu'il existe un « marché des élections » et que « la France d'en bas » est une clientèle, où l'on pourrait « satisfaire » des « cochons de votants ». Et Mélenchon qui commence par se trahir lui-même en tenant un discours xénophobe emprunté à l'extrême-droite sur « *le travailleur détaché qui vole le pain de ceux qui sont sur place* ».

Y aurait-il vraiment matière à trêve électorale ? Non, il y a, en revanche, matière à lutte de classes, pour l'abrogation de la loi El Khomri et de tous les réformes anti-ouvrières. Il y a matière à préparer la grève générale dans ce pays, pour arrêter le bras des casseurs. Il y a donc matière à organiser la force en ce sens, sur l'axe de la rupture avec ce gouvernement, avec ce

régime, avec l'Union européenne, pour un plan d'urgence en faveur des salariés et de la population. .

Le moment est venu de militer pour un pôle lutte de classes dans ce pays.

Wladimir Susanj,
11-09-2016

Modifié le lundi 12 septembre 2016

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Qui attend, et quoi ?

Macron est donc chef d'État depuis huit mois. Il se targue encore de lancer le pays dans la « destruction créatrice ». Au besoin, il provoque et il s'exhibe. Puis, il reçoit un parterre où... >>

L'espoir

Depuis deux mois, le peuple catalan secoue le joug de l'oppression et cherche les voies et les moyens de donner corps à sa propre république. En France, tous les partis (jusqu'au ...FN) ne... >>

« Lui » ou nous !

Ce 12 septembre, les manifestations ont pris une tournure qui aura sans doute échappé aux organisateurs. Des centaines de milliers de manifestants unis par la volonté d'abroger la loi El Khomri... >>

« Groupons nous, et demain... »

Le Régime de la Ve république est ainsi fait qu'avec une poignée de voix, une clique peut prendre le pouvoir. 15% des électeurs inscrits suffisent. Avec ce « score », une Assemblée nationale... >>

Re-décomposition et lutte de classes

L'élection de Macron relève d'un coup de force sans force. Il est la dernière créature produite par un régime en perdition dont tous les traits antidémocratiques sont devenus visibles à... >>

Le fond de l'air

À quelques jours du premier tour de « l'élection suprême » (Dupont-Aignan dixit), c'est l'incertitude totale. Les cercles dirigeants du capital sont eux-mêmes désorientés. Toutes leurs... >>
